

# La situation politique au Brésil

Robin Goodfellow – 17 juin 2016

Les événements politiques qui se sont produits à un rythme accéléré au Brésil,<sup>1</sup> dans un contexte de tension marquée par la polarisation entre ceux qui étaient pour l'impeachment de Dilma Rousseff et ceux qui appuyaient le gouvernement PT, sont des manifestations visibles aussi bien de la crise économique qui frappe le pays depuis quelques temps, que de la recherche par les différentes fractions de la bourgeoisie<sup>2</sup> d'une expression politique plus adéquate pour la représenter au sein de l'Etat dans la situation actuelle.

Ce changement d'attitude de la majorité des fractions de la bourgeoisie vis-à-vis du gouvernement actuel montre de manière éloquente que pour elle le gouvernement de Dilma n'est plus un "bon" gouvernement. Mais, du point de vue de la bourgeoisie, que serait un "bon" gouvernement dans une situation idéale ? La réponse coule de source : ce serait un organe capable de permettre à l'ensemble de la bourgeoisie de gouverner, de garantir la tranquillité des affaires et l'ordre social sur le plan interne, et notamment de s'assurer du soutien du prolétariat, de présenter un visage fort et assuré sur le plan externe, de garantir la sécurité des frontières (bref de défendre les intérêts impérialistes du Brésil) et de favoriser la production du maximum de plus-value, y compris en faisant de la lutte des classes un facteur de rationalisation et de développement de la production capitaliste. Cette situation idéale présuppose que tout ceci se déroule dans une phase d'expansion de l'accumulation qui favorise des relations sociales plus "malléables" et fluides et évite l'éruption de conflits importants. Cependant, le meilleur gouvernement bourgeois – "meilleur" du point de vue bourgeois, évidemment – ne peut pas étouffer la lutte des classes ni les contradictions et les conflits de pouvoir qui se manifestent dans la société.

Les diverses fractions de la bourgeoisie entrent en concurrence pour la production et la répartition de la plus-value produite, qui se décompose notamment en profit, intérêt, rente et impôts. Au sein de cette concurrence, les capitalistes industriels peuvent s'opposer aux propriétaires fonciers, les industriels aux capitalistes du commerce, la bourgeoisie à l'Etat ; les orientations du développement industriel peuvent amener différentes branches à s'opposer entre elles, comme par exemple les lobbies du transport routier face à ceux du transport ferroviaire ou fluvial. L'ouverture et l'expansion de marchés, les outils pour faciliter l'installation d'entreprises, les recours aux crédits sélectifs pour favoriser certains secteurs de l'économie ayant un fort pouvoir de lobbying auprès du gouvernement, etc. sont des mesures politiques qui indiquent le rapport de forces entre fractions bourgeoises, et ses manifestations à travers les représentations (partis) politiques au sein de l'Etat. Naturellement, le puissant antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat est toujours présent et s'exprime de manière plus ou moins aigüe selon les circonstances. Pour les fractions de la bourgeoisie, la question est celle de la production du maximum de

---

<sup>1</sup> Rappelons, pour le lecteur francophone, que le Brésil est une république fédérale, à l'image des Etats-Unis. Le libellé exact de l'Etat est « République Fédérative du Brésil ». On a donc un niveau de gouvernement état par état, et le niveau fédéral représenté par le gouvernement central et les chambres haute et basse.

<sup>2</sup> Avec le développement du mode de production capitaliste, se développent des formes sociales de propriété (sociétés par actions, holdings, etc.) et les différences entre capitalistes et propriétaires fonciers tendent à disparaître, de manière plus ou moins affirmée en fonction du développement des rapports sociaux capitalistes d'un pays. La classe capitaliste et la classe des propriétaires fonciers tendent, par conséquent, à se fondre entre elles, à s'interpénétrer, les uns achetant les terres et les immeubles qui deviennent propriété sociale, les autres devenant actionnaires et capitalistes. Ainsi dans ce texte nous appelons bourgeoisie ou classe bourgeoise l'ensemble des diverses fractions de l'industrie, des finances, de l'agro-alimentaire, du grand commerce, des mines, etc. Plus de détails sur cette tendance peuvent être trouvés dans notre publication : « Le marxisme en abrégé », disponible en PDF sur notre site [www.robingoodfellow.info](http://www.robingoodfellow.info) ou en livre papier sur le site [www.lulu.com](http://www.lulu.com)

plus-value et de sa répartition, pour le prolétariat il s'agit, sur le plan immédiat, de résister à une exploitation qui tend à être toujours plus importante<sup>3</sup>.

Ainsi, le “bon” gouvernement pour la bourgeoisie, est celui qui arrive à maintenir, au milieu de tout cela, les équilibres et la paix sociale. En revanche, les intérêts du prolétariat révolutionnaire sont, eux, totalement inverses. Il a tout intérêt à ce que l'Etat bourgeois se trouve affaibli, que les partis qui représentent les différentes fractions de la bourgeoisie s'affrontent entre eux et se trouvent dans une situation de grande faiblesse pour assurer la conduite des affaires publiques d'un “bon” gouvernement. Le prolétariat, par conséquent, ne peut rester indifférent à l'évolution de la représentation politique du camp bourgeois et à ses difficultés, car elles lui sont favorables. Pour cette raison des événements comme ceux qui secouent le Brésil depuis bientôt deux ans méritent une analyse circonstanciée, du point de vue des intérêts du prolétariat, ce qui ne veut pas dire que ce dernier ait – dans le cas particulier<sup>4</sup> – à apporter son soutien à l'un ou l'autre camp.

Comme nous l'avons déjà dit il y a 15 ans dans notre texte d'analyse sur le “18 Brumaire”,<sup>5</sup> si la lutte des classes détermine les évolutions des partis, alors l'étude de cette évolution constitue un indicateur, même grossier, des tendances de la lutte des classes ou du moins des relations entre les classes. Comme les classes sociales (en y incluant évidemment le prolétariat) doivent être représentées au sein de la société, on peut reconnaître, sous la surface immédiate des phénomènes, les tendances aux bouleversements plus profonds entre les diverses fractions de la société, qu'elles se situent dans le camp bourgeois ou dans le camp prolétarien. Quant au prolétariat, même lorsqu'il ne dispose pas de son expression politique, de son parti de classe autonome et opposé à tous les autres partis de la société, il continue à exister et à s'exprimer politiquement, même sous une forme contradictoire et non révolutionnaire.

Au Brésil, particulièrement au cours de ces dernières années, différentes fractions de la bourgeoisie pressées par les difficultés issues de la crise mondiale de 2008-2009 s'efforcent d'arriver à un accord général sur le plan politique afin de déloger le PT du pouvoir. Ces derniers temps, alors que le Brésil retrouve une crise que le PT a tenté de juguler et a réussi à différer pendant quelques années, la dispute devient d'autant plus féroce que la concurrence entre les fractions de la bourgeoisie s'avive du fait de la baisse brutale du taux de profit. Ce mouvement a commencé à se manifester ici et là depuis la mi-2012, via des frictions au sein du Congrès national (Chambre des députés et Sénat fédéral)<sup>6</sup>.

Nous ne chercherons pas ici à rappeler et analyser dans le détail l'évolution de ces expressions politiques, tant celles du camp bourgeois que celles du camp prolétarien, qui finirent par déboucher sur les événements actuels au Brésil, ni à raconter sur le mode journalistique et à chaud les derniers événements

---

<sup>3</sup> On voit aussi comment de nouveaux acteurs dans le cadre de l'activité capitaliste cherchent à influencer les états pour promouvoir leur nouveau « modèle économique ». Par exemple Uber, dans le domaine du transport urbain se présente, dans les termes de l'idéologie bourgeoise, comme une firme moderne et libérale, s'oppose à fractions de la classe capitaliste et des classes moyennes (sociétés employant des chauffeurs salariés, artisans chauffeurs de taxi) et ramène le salariat à une forme de travail indépendant ou de travail à domicile. De nationalité américaine à la base, la firme couvre un très large champ international, se confrontant ainsi aux législations propres de chacun des états où elle cherche à s'implanter.

<sup>4</sup> Mais, comme le dit Engels en 1889 dans une lettre à Gerson Trier : “Cela n'exclut pas, cependant, que ce parti puisse momentanément utiliser à ses fins d'autres partis. Cela n'exclut pas davantage qu'il puisse soutenir momentanément d'autres partis pour des mesures qui représentent ou bien un avantage immédiat pour le prolétariat, ou bien un progrès dans le sens du développement économique ou de la liberté politique. Pour ma part, je soutiendrais quiconque lutte véritablement en Allemagne pour l'élimination de la succession par ordre de primogéniture et d'autres survivances féodales, de la bureaucratie, des droits de douane, des lois de répression contre les socialistes, des restrictions au droit de réunion et d'association. »

<sup>5</sup> Cf. “Notes sur le Bonapartisme. A propos du “18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte””, de Juin 2001, accessible sur notre site

<sup>6</sup> Nous ne distinguerons pas, dans ce texte les poids des représentations politiques et des lobbies des fractions de la bourgeoisie au sein du Parlement comme indicateur grossier de la lutte des classes, bien qu'il soit notoire qu'à la Chambre des Députés prédominent de loin les intérêts personnels les plus mesquins et les chasses gardées au sein du système de coalitions entre les partis. La grande masse des députés s'exprime peu ou pas du tout, appuyant ses leaders qui expriment politiquement les intérêts de ces fractions. Au Sénat fédéral, le mouvement des partis politiques, du fait du mode d'élection, tend à indiquer déjà de manière plus fine les intérêts des différentes fractions bourgeoises.

qui agitent le pays et évoluent rapidement à mesure des péripéties du long processus de destitution<sup>7</sup> et de ses conséquences politiques. Ce qui nous intéresse c'est de commenter deux liés à ces phénomènes :

- 1) la crise économique actuelle
- 2) la possibilité que les fractions de la classe bourgeoise forment un gouvernement capable d'assurer pour quelque temps la "paix politique et sociale" pour la libre exploitation de la classe prolétarienne, capable d'étouffer pendant quelques temps les revendications économiques et sociales du prolétariat, fortement touché par la crise économique.

Le principal défi posé à un tel gouvernement est de pouvoir compter sur l'appui d'une partie significative du prolétariat, car comme le disait déjà Engels, "la bourgeoisie a appris qu'elle ne parviendrait jamais à dominer politiquement et socialement la nation, autrement qu'avec l'aide de la classe ouvrière." (Préface de 1892 à la réédition de "La situation de la classe laborieuse en Angleterre", Editions sociale, p. 393)

## Mouvements de la base économique

Au risque d'être redondants, rappelons que la crise actuelle au Brésil, qui a déclenché la détérioration présente de la situation politique, ne trouve pas simplement son origine dans une "désastreuse politique économique" du premier gouvernement Dilma (2011-2015) selon les vociférations des économistes monétaristes qui prêchent l'austérité fiscale, et d'une grande partie des médias bourgeois ; et encore moins des mesures "néolibérales" prises au début du deuxième gouvernement Dilma, selon les vociférations des syndicats jaunes de tout poil – à gauche et à droite –, des "mouvements sociaux" en grande partie soutenus par les moyens financiers du gouvernement, et, surtout, du PT lui-même ; ni, encore pire, comme le veulent encore d'autres, qu'elle résulte de l'actuelle situation politique qui "paralyse le pays" depuis le début du deuxième mandat de Dilma. Il est certain que les illusions sur l'efficacité à moyen terme des politiques anticycliques du premier gouvernement Dilma pour contenir les effets de la crise de surproduction de 2008-2009 et l'actuelle crise politique ont grandement amplifié la crise économique. Cela ne signifie pas que la crise économique actuelle ait été constante, permanente depuis le premier gouvernement Dilma, mais bien que les germes de cette crise doivent être cherchés dans la forte instabilité de l'activité économique du pays, dans les tentatives de contenir les ondes de choc de la crise mondiale de 2008-2009 qui, au cours du second gouvernement Lula (2007-2011) ont affecté les différentes fractions de la bourgeoisie, quoique de façon inégale. En d'autres termes, l'actuelle crise au Brésil n'est pas une crise de surproduction ou celle qui annonce la crise mondiale, mais une conséquence tardive de la crise de surproduction de 2008-2009.

Pour une illustration grossière de tout ceci, nous n'avons pas besoin d'aller au fond de l'analyse, il suffit d'observer l'évolution de quelques indicateurs généraux des statistiques officielles comme le PIB, le taux de chômage et l'inflation sur une période plus longue, par exemple, depuis 1995 après la mise en œuvre du "Plan Real", dont le succès avait permis l'élection de Fernando Henrique Cardoso (FHC) pour un premier mandat. Comme complément, nous pouvons également inclure l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale à partir de 1998<sup>8</sup>. Il faut préciser que nous sommes ici intéressés seulement par les grandes tendances, sans nous préoccuper des détails de l'évolution inégale de l'actuelle crise économique dans les divers secteurs de l'économie (plusieurs secteurs ont tardé à en souffrir les conséquences), ni même de la précision des statistiques bourgeoises non seulement parce qu'elles ne sont que des approximations grossières et souvent manipulées, mais surtout parce qu'elles ne contiennent pas de données qui en permette une utilisation cohérente avec la théorie marxiste.

---

<sup>7</sup> Sur le modèle américain, les brésiliens désignent par l'anglicisme « *impeachment* » la procédure de destitution prévue par la Constitution. Nous le traduirons systématiquement ici par « destitution ».

<sup>8</sup> Pour être compatible avec les autres données qui sont annuelles, la série commence en 1998, car à partir de janvier de cette année les taux d'intérêt furent fixés annuellement.

Comme nous l'avons montré dans notre texte "Sur la plus-value relative" de 2014<sup>9</sup> l'évolution de la base économique du Brésil au cours de la période de 40 années analysée (1982-2012) présente des tendances indiquant clairement que, en raison du développement considérable du mode de production capitaliste sur tout le territoire national, ce pays a grimpé des degrés sur l'échelle des nations qui se font concurrence sur le marché mondial. Au sein de ce dernier, les rapports de domination ne sont pas statiques, comme le veut une grande partie de la gauche brésilienne, mais dynamiques. Par exemple, si l'on considère la période qui va de 1995 à la fin du second mandat de Lula (2011), en termes de grandes tendances au niveau national, il y eut une diminution de la durée moyenne annuelle du travail (une plus grande concentration de la part de la population occupée travaillant en moyenne en-dessous de 44 heures par semaine, et majoritairement autour de 40 heures), une augmentation significative du salaire réel moyen annuel de la population occupée et un accroissement – bien que très peu exubérant – de la valeur apparente par actif<sup>10</sup> (près de 1% en moyenne annuelle). Mais, à partir de 2014, cette tendance perd nettement de son dynamisme.

Dans ce cadre, général, comme on peut le voir sur la figure 1, le PIB du Brésil a cru, en moyenne, de 5,2% en 2008, pendant que les économies plus développées étaient déjà affectées par la pire crise de surproduction depuis la deuxième guerre mondiale. Les effets de cette crise ne tardèrent pas à frapper les BRICS et autres pays, amenant le PIB brésilien à une chute de -0,3% en 2009. Mais, au contraire des pays développés, le recouvrement du Brésil fut rapide et fulgurant. Trois facteurs principaux expliquent ce phénomène : une reprise tout aussi rapide et forte des BRICS (d'une certaine manière en continuité avec le *boom* des économies des BRICS), (garantissant et augmentant fortement les exportations de marchandises brésiliennes), la fin (officielle) de la crise mondiale à partir de la mi-2009 (malgré le maintien, pour la zone Euro et le Japon, d'un développement instable et faible), et l'application d'une politique économique anticyclique pendant la période 2008-2009<sup>11</sup>. Les effets se firent sentir rapidement, le PIB enregistrant une brutale croissance de 7,5% en 2010.

---

<sup>9</sup> <https://defensedumarxisme.wordpress.com/2015/01/04/sur-la-plus-value-relative/>

<sup>10</sup> Cette valeur - dont le calcul est un peu complexe – indique une intensité apparente du travail national sur le marché mondial. Plus cette valeur est grande, plus élevé est le potentiel de la nation pour grimper sur l'échelle des nations qui se concurrencent au niveau mondial. Pour une meilleure compréhension de ce concept, nous renvoyons également le lecteur à notre texte sur la plus-value relative.

<sup>11</sup> L'économie brésilienne, comme la chinoise, a repris rapidement une trajectoire de forte croissance au milieu de 2009 après une courte période de trois trimestres de crise environ. C'est cela qui amena le ministre de l'économie Guido Mantega - qui comme tous les économistes bourgeois et les "marxistes de la chaire" ont caractérisé la crise de 2008-2009 comme "crise financière internationale" et non comme une nouvelle crise de surproduction – à déclarer "preuves en mains" que la crise avait démontré la "solidité du pays". Pour lui, la crise montrerait la capacité du gouvernement à appliquer avec succès une politique anticyclique en 2008-2009 avec des exonérations fiscales, une politique monétaire expansionniste et une politique fiscale "proactive, mais responsable". Il y eut des exonérations fiscales sélectives pour des secteurs déterminés de l'économie, comme l'automobile, l'électro-ménager et les biens d'équipement industriels, de même qu'il y eut des réductions d'impôts sur le blé, la farine et le pain (cette politique sélective accrut la concurrence entre fractions de la bourgeoisie). La politique monétaire expansionniste donna la priorité au soutien de la croissance du crédit avec les banques publiques, après le passage du point bas de la crise : croissance de 25% des opérations de crédit, totalisant presque 40% du solde total de crédits du système financier national. Enfin, la "politique fiscale proactive" mit sur pied particulièrement le programme "Ma maison, ma vie" et le Plan Safra 2009/2010, en amplifiant également les programmes sociaux existants (bourse familiale, réajustement du salaire minimum au-dessus de l'inflation...) (Cf. Mantega, G. *Perspectivas da Economia Brasileira – Superando a Crise*, août 2009). La crise sur le gâteau, présentée aux "brésiliennes et brésiliens", fut fournie par le très sérieux magazine économique bourgeois "The economist" qui consacra 14 pages spéciales de son édition du 14/11/2009 au "phénomène brésilien", affichant dans une couverture admirative le "décollage du Brésil", avec comme illustration le Christ rédempteur (célèbre statue dominant la baie de Rio de Janeiro) s'élevant au-dessus du Corcovado tel une fusée.

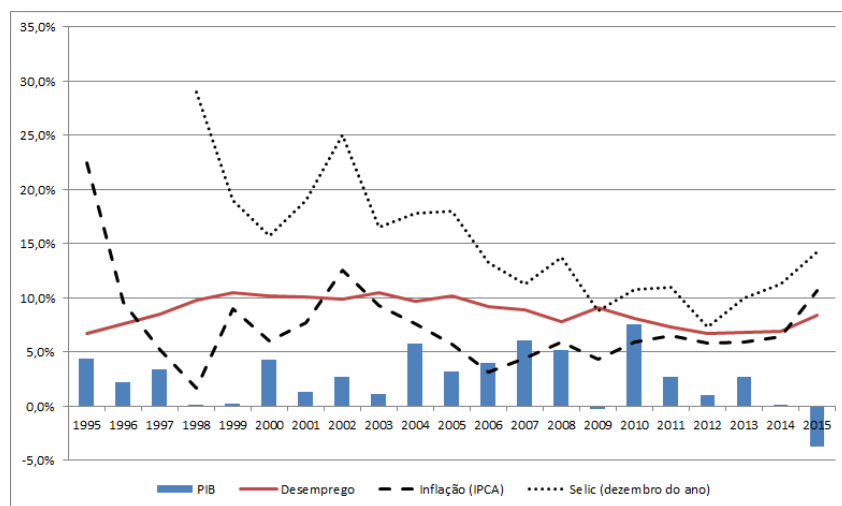


Fig. 1 Variation du PIB, taux de chômage, taux d'inflation et taux d'intérêt : 1995-2015.

Cependant, ce rythme de croissance ne se maintint pas au cours des deux années suivantes : 2,7% en 2011 et 1% en 2012. Sans entrer dans les détails de cette chute, il suffit de mentionner quelques-uns de ses phénomènes en termes de politique économique gouvernementale : la croissance extraordinaire de 2010 aboutit à la levée des exonérations fiscales liées à la politique anticyclique, à l'augmentation du taux d'intérêt de base pour le contrôle de l'inflation qui recommençait à augmenter en vertu de l'augmentation de la demande (croissance du niveau de revenu de la population occupée qui augmentait fortement, et généreuse distribution de crédit à la consommation), le maintien de la valeur du Real (même avec le taux de change défavorable, les marchandises brésiliennes continuaient à bénéficier de prix favorables à l'international). Ajoutées à ces mesures correctrices internes qui visaient, selon le gouvernement, à ramener le taux de croissance du PIB à un niveau moins élevé que celui de 2010 pour devenir "soutenable", il y eut un renversement de l'activité dans les autres pays des BRICS, qui répandit de sombres nuages sur le commerce extérieur brésilien, bien que les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre par exemple soient déjà à ce moment en train de relancer leur accumulation du capital, sur un mode toutefois modeste.

Au vu de cette nouvelle situation, le gouvernement reprend, avec la "Nouvelle matrice économique" (2012-2014), une partie des mesures anticycliques antérieures, et allège le "compromis fiscal" antérieur (horreur !). A l'exception des grandes entreprises bénéficiaires des exonérations fiscales sélectives (automobile, électroménager...), - les mêmes capitalistes brament aujourd'hui cyniquement que la crise économique a été causée par l'abandon du "compromis fiscal" dont elles avaient bénéficié -, une bonne partie des capitalistes ne s'embarqua pas dans la "nouvelle politique économique" du gouvernement, au vu des va-et-vient d'une politique économique vécue comme "injuste" et n'investirent pas dans la modernisation de la production, comme l'imaginait le gouvernement.<sup>12</sup>

Toutefois, la nouvelle politique économique produisit un effet immédiat qui se fit sentir en 2013, avec une augmentation de la croissance du PIB de 2,7%. Cette embellie ne dura pas. Le PIB retomba brutalement en 2014 (0,1%) avant de plonger dans les abîmes en 2015 (-3,8%). Conséquences : une drastique

<sup>12</sup> Il est bon de rappeler ici le B-A-BA qui contredit le volontarisme des politiques macroéconomiques : l'introduction de nouvelles techniques basées sur une composition organique du capital plus élevée peut advenir tant qu'elles n'augmentent pas les coûts de production. Il y a des cas où l'augmentation de la composition organique réduit le temps de travail sans réduire le coût de production. Dans ces cas, les capitalistes n'introduisent pas ces techniques. L'introduction de ces nouvelles techniques, qui permettent de faire une économie sur le capital avancé en salaires par la diminution du nombre d'ouvriers nécessaires pour la production (augmentation de la composition organique du capital et de la productivité du travail), peut diminuer les coûts de production dès lors que l'accroissement de la valeur dépensée pour l'introduction de ces techniques est inférieur à l'économie faite sur les salaires. Au Brésil, même l'augmentation déjà citée de la valeur réelle de la masse salariale jusqu'à aujourd'hui n'a pas produit cette économie à une échelle suffisante, excepté pour les grandes entreprises de certains secteurs de l'économie dont les salaires étaient nettement plus élevés que la moyenne nationale, par exemple celles de la production automobile.

diminution des ressources fiscales de l'Etat (chute brutale en taux annualisé de 7,2% au cours du premier trimestre de cette année 2016), une augmentation constante du taux d'intérêt de base pour tenter de contenir l'augmentation de l'inflation (érosion des gains sur le salaire réel), et une augmentation accélérée de la dette publique. Bien que le taux d'occupation de la population active ait été maintenu pratiquement constant jusqu'en 2013, il y eut une accélération du chômage de la population active jeune à partir de 2011 (entre 2010 et 2015, la moyenne du taux de chômage des jeunes était de 15%). A partir de 2013, on constate un renversement de la tendance au chômage dans la population active en général. Après une baisse tendancielle à partir de 2005 le taux de chômage général se stabilise entre 2012-2014 autour de 6,6/6,8%, mais explose ensuite à partir de 2015 : 8,4% en moyenne annuelle, avec 9,0% en décembre, 9,5% en janvier 2016 et 10,9% au premier trimestre de 2016 – presque 11,1 millions de personnes !<sup>13</sup>

En somme, la lourde addition fiscale des politiques économiques du second gouvernement Lula pour contenir les “vaguelettes” (*Marolinhas*) (sic !) <sup>14</sup> de la crise de 2008-2009, devait être payée par le gouvernement Dilma. Cependant, les politiques anticycliques du premier gouvernement Dilma et les mesures “néo-libérales” que le monétariste Joaquim Levy réussit à imposer lors du second mandat face à un congrès ouvertement hostile ne furent pas suffisantes pour maîtriser ces “vaguelettes” ; pire, elles contribuèrent à leur amplification et leur transformation en un raz-de-marée. Comme on peut le voir, les fondements de la crise économique actuelle remontent bien avant 2014. Elle n'a pas été causée par un manque “d'austérité fiscale”, ni par un excès de libéralité. Elle ne se présente pas non plus sous la forme d'une crise permanente depuis le début du gouvernement Dilma, puisqu'on a pu voir des périodes de répit relatif et de contraction, lors des différentes tentatives de maîtriser les effets de la crise mondiale de 2008-2009. Plus qu'elle annonce la prochaine crise mondiale de surproduction, la crise actuelle signe l'échec de la politique anticyclique précipitée entamée par le dernier gouvernement Lula.

Dans ce cadre, les relations entre les fractions de la bourgeoisie affectées de manière inégale par cette trajectoire instable et le gouvernement furent altérés avec une plus grande force pendant le gouvernement Dilma : avec une diminution de la croissance moyenne du PIB durant son premier mandat par rapport à celui observé sous Lula (1,6% par an contre 4,1% l'an) le conflit sur la politique économique et fiscale à mener se fit plus aigu contre l'Etat, et “prédateur” (sic) avec ses exonérations fiscales sélectives qui laissèrent sur la touche une grande partie des fractions de la bourgeoisie<sup>15</sup>. C'est sur ce terrain économique que se déployèrent les expressions politiques des fractions de la bourgeoisie et du prolétariat. De manière inégale, la crise politique dans laquelle le pays est plongé depuis 2015, avec la quasi paralysie du gouvernement comme conséquence de son incompétence administrative et politique, aggrava de manière aiguë la crise économique, mais elle n'en fut pas sa cause. Aujourd'hui, les deux crises sont totalement imbriquées.

## **Mouvements des principales expressions politiques à la direction de l'Etat**

“Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.» (Manifeste du Parti communiste). Point à la ligne. Le mode de gestion varie selon les circonstances de la lutte des classes. Tant que ne se sont pas encore épuisées toutes les expressions

---

<sup>13</sup> La PEA (population économiquement active) qui était en baisse jusqu'au début de 2014 (jeunes sortant du marché du travail pour étudier, ou ne plus travailler ni étudier – les “ni-ni”) est repartie à la hausse, tandis que la PENA (population économiquement non active : étudiants, retraités...) est en baisse. La raison en est aussi bien le chômage que la perte du pouvoir d'achat des familles : plus de membres de la même famille cherchent un emploi pour compléter le revenu, qui a chuté de 3,3% quand on compare le premier trimestre de cette année avec la même période en 2015. La population inoccupée a cru de 22% en relation au dernier trimestre de 2015 et de 39,8% - un chiffre bien plus haut - par rapport au premier trimestre de 2015.

<sup>14</sup> *Marolinha* : vaguelette. En 2008, Lula avait fanfaronné en disant que la crise de 2008 qui déferlait sur les Etats-Unis telle un tsunami, serait une « *marolinha* » pour le Brésil.

<sup>15</sup> Un point à souligner est le développement positif du champ agro-alimentaire, qui, même en 2015, a présenté une croissance moyenne annuelle de 1,8% par rapport à 2014, tandis que, par exemple, l'industrie subissait une baisse de 6,2% et le secteur des services un recul de 2,7%. Au long de toutes ces années de turbulences et finalement de plongeon dans la crise économique, le secteur agro-alimentaire a continué à augmenter sa composition organique, sa masse profit et sa rente foncière.

politiques bourgeoises et que le parti du prolétariat n'est pas devenu la véritable opposition qui annonce la révolution prolétarienne, les partis ne forment pas une même « masse réactionnaire », en face de lui.<sup>16</sup> Tant que ceci ne se produit pas, et il est possible que cela ne se produise jamais, il existe des différences d'appréciation des phénomènes économiques et sociaux de la part des différentes fractions de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat. Certaines d'entre elles veulent agir pour rompre brutalement avec le gouvernement antérieur et ses politiques sociales et économiques (mettant à bas, par exemple tout l'appareil de protection sociale au nom de « l'Etat allégé »), tandis que d'autres souhaitent gérer les intérêts bourgeois avec plus de prudence, ou même vacillent dans la mesure où elles se trouvent prisonnières de conflits internes liés à leur idéologie réformiste à résonance social-démocrate. Dans ces conditions, tous les grands partis bourgeois ne sont pas identiques. Par conséquent, il n'est pas indifférent d'évaluer leurs tentatives de former un « bon » gouvernement bourgeois qui pourrait être soumis à des mouvements contradictoires pouvant l'affaiblir ou le renforcer. Au sein des partis bourgeois, nous rappellerons ici quelques traits distinctifs des deux principaux partis brésiliens : le PMDB (*Partido do Movimento Democrático Brasileiro*) e le PSDB (*Partido da Social Democracia Brasileira*)<sup>17</sup>.

### LE PMDB

Un des faits notables et évidents, visible par tous, qui résulta de l'instabilité de la production capitaliste et de la crise politique qu'elle provoqua fut la nette émergence du parti bourgeois le plus puissant : le PMDB. Alors que ce parti détient depuis quelques temps la principale représentation politique lorsque l'on additionne les représentations dans les institutions législatives (fédérales, étatiques) et municipales, pourquoi ne détient-il pas le pouvoir exécutif ? Pourquoi n'a-t-il présenté aucun candidat aux élections présidentielles depuis 1994 ?

Pour rester brefs, nous rappellerons que ce parti trouve ses origines dans l'ancien parti d'opposition (MDB – Mouvement démocratique brésilien) autorisé par la dictature militaire après le coup d'état de 1964<sup>18</sup>. Le MDB fut à la tête des premiers grands mouvements légaux pour la démocratie dans la phase de déclin du gouvernement militaire. En tant que PMDB (à partir de 1979), il catalysa la vague de revendications

---

<sup>16</sup> Marx et Engels critiquèrent la thèse de Lassalle selon laquelle les différentes classes formaient une unique « masse réactionnaire », sauf dans les ultimes moments de l'affrontement révolutionnaire, et même dans ce cas, il faut se garder d'en faire un absolu, quand la révolution menée par le parti du prolétariat, distinct et opposé à tous les autres partis de la société, suscite devant lui l'unification de toutes les fractions des classes dominantes.

« Les Anglais des deux partis officiels (nous soulignons) qui ont considérablement étendu le droit de suffrage universel, quintuplé le nombre des votants, égalisé les circonscriptions électorales, instauré l'obligation scolaire et amélioré le système d'enseignement qui, à chaque session parlementaire votent non seulement des réformes bourgeoises, mais encore des concessions sans cesse renouvelées aux travailleurs avancent certes d'un pas lent et mou, mais personne ne peut le taxer d'être « une seule et même masse réactionnaire » en général. » (Engels à Kautsky, 14 octobre 1891)

<sup>17</sup> Evidemment, toutes les fractions de la bourgeoisie, des classes moyennes, des groupes corporatistes religieux, etc. trouvent leurs expressions politiques et idéologiques dans la pléthore de partis brésiliens existants qui disposent d'une représentation parlementaire avec une importance plus ou moins grande dans la sphère du pouvoir. A côté, par exemple, d'autres partis qui ont une importance significative comme le PP (Parti Progressiste, droite conservatrice, fondé en 2003), le PSD (parti social démocratique, créé en 2011 par des dissidents du PSDB et du PPS), le DEM, (Les Démocrates, ex parti du Front Libéral), le PSB (Parti socialiste brésilien)... il existe de nombreux partis « nains » qui ne sont rien d'autres que des guichets pour des affaires personnelles de seconde classe, pour marchander à ciel ouvert les appuis aux manœuvres parlementaires, ici en faveur du gouvernement, là contre, selon le montant et la nature des privilèges offerts. Actuellement, il existe 25 partis avec une représentation parlementaire, parmi lesquels un certain « Parti de la femme Brésilienne », enregistré en septembre 2015 et qui, après une croissance météorique, est rapidement devenu la risée de la Chambre des députés, avec seulement un élu...homme ! Nous ne développerons pas ici de commentaires sur ces formes de représentation et ces intérêts particuliers, ainsi que sur le jeu de pouvoir complexe qui lie les gouvernements locaux (municipaux et au niveau des états) et les coffres du trésor central. Nous ne commenterons pas non plus le système de partis en pleine putréfaction qui a déjà inscrit à l'agenda politique la promesse d'une réforme politique idéale proposant un système de partis qui se base réellement sur des courants idéologiques et combatte la « corruption endémique », avec comme objectif potentiel d'attirer les classes moyennes modernes et même illusionner une bonne partie du prolétariat.

<sup>18</sup> Pour maintenir une apparence de légitimité, le gouvernement militaire obligea les partis existants avant le coup d'état à se regrouper en deux partis officiels au sein des organes législatifs, selon des procédures politiques bien définies et balisées : le bloc d'appui (ARENA) et le bloc d'opposition (MDB)

démocratiques en la maintenant habilement sous contrôle politique via un compromis d’«unification nationale» avec toutes les forces politiques légalistes – à droite et à gauche – qui étaient d’accord avec une «transition démocratique» graduelle. Ce mouvement déboucha sur la Constitution de 1988, alors féroce­ment critiquée par le jeune Parti des Travailleurs – PT – (fondé en 1980 et légalisé en 1982), porteur à l’époque d’une idéologie gauchiste. Le PMDB amalgamait un ensemble de courants politiques qui, une fois passée la pression de la vague des revendications démocratiques, s’affirmèrent comme autant de composantes représentatives des différentes fractions bourgeoises et petites bourgeoises traditionnelles qui étaient représentées en son sein, ainsi que le spectre idéologique des classes moyennes salariées<sup>19</sup> qui croissaient en nombre avec le développement des rapports de production capitalistes dans le pays. Le résultat de cette lutte interne fut la prédominance croissante des courants et individus vivant de prébendes, au détriment des courants idéologiques qui donnaient auparavant au parti son prestige politique, et en particulier celui qui portait l’idéologie social-démocrate, comme expression d’un capitalisme plus moderne et appelait à une modernisation de l’Etat brésilien. Ce mouvement finit par provoquer, au fil du temps, le départ du PMDB de figures politiques plus ou moins importantes qui fondèrent d’autres partis ou adhérèrent à des partis existants ou en formation, à droite comme à gauche. Pour instaurer la république démocratique, le PMDB avait regroupé en son sein, la grande masse de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie ancienne et moderne. Une fois celle-ci instituée, les diverses composantes profitèrent de ce nouveau terrain pour constituer de nouveaux partis, afin de pouvoir exister politiquement à travers la formation de partis de dimensions locales au service d’ambitions personnelles. Le plus important parmi ceux-ci, pour le sujet qui nous intéresse ici fut le PSDB.

Le PMDB hérita de la présidence de la république à la fin de la dictature militaire et gouverna le pays de 1985 à 1990 (gouvernement de José Sarney). Depuis cette époque il est resté la principale force électorale traditionnelle dans le pays. Le PMDB a fini par représenter un ample spectre politique et idéologique qui va des fractions conservatrices et clientélistes de la bourgeoisie (de loin sa composante la plus importante) aux fractions modernes de la bourgeoisie agraire et minière. Après son écrasante défaite lors de l’élection présidentielle de 1994 ce parti, prenant en compte sa force électorale réelle, opta pour une stratégie politique consistant à s’abstenir temporairement de la bataille pour l’élection présidentielle, afin d’assurer la continuité de la représentation politique de ces fractions au pouvoir, quelle que soit la couleur politique et idéologique du parti qui occupe le fauteuil présidentiel. Il se présente depuis lors comme le «gardien de la gouvernabilité», de la paix sociale, comme le principal représentant des intérêts pratiques de la bourgeoisie traditionnelle et clientéliste, comme le gérant général du comptoir des affaires – publiques et privées – laissant les disputes idéologiques et politiques pour le siège présidentiel aux autres partis. De fait, tous finissent par se trouver obligés de négocier avec lui pour pouvoir gouverner. D’un autre côté, le maintien de la prédominance de la base conservatrice et clientéliste du parti l’empêche de mener plus avant, par lui-même, les exigences de développement des rapports de production capitaliste au Brésil, comme par exemple l’implantation de mesures de démocratie sociale et la modernisation de l’Etat. La nécessité d’une représentation politique qui puisse prendre en charge ce développement constitue la base matérielle de la constitution du PSDB.

La victoire d’un homme du PMDB aurait signifié la victoire d’un Etat ou d’une branche d’industrie déstabilisant ainsi le compromis entre les composantes du PMDB. Dans cet Etat fédéral qu’est le Brésil, le PMDB est une coalition de bourgeoisies locales conservatrices et ses branches les plus modernes,

---

<sup>19</sup> En dehors de la paysannerie, du secteur artisanal et du petit commerce traditionnel, qui représentent la petite bourgeoisie classique, les classes moyennes traditionnelles, se développe une classe moyenne salariée moderne. Le salaire les distingue des classes moyennes traditionnelles. Leur fonction économique est d’incarner la « passion pour la consommation », dès lors que la classe capitaliste, malgré l’approfondissement de ses tendances à la consommation, ne peut pas assurer à elle seule cette fonction qui contredit sa fonction sociale : « la passion pour l’accumulation ». En plus de cela elles développent un rôle social et politique en servant d’appui aux classes dominantes. Par conséquent, pour la théorie marxiste, la nature des classes moyennes n’est pas définie par le critère sociologique bourgeois du niveau de revenu. Plus de détails sur cette question sont donnés dans la note 1 de notre ouvrage « Le marxisme en résumé » déjà cité.



quoique insérées sur le marché mondial, ont également des dimensions parasitaires du fait d'une forte présence de la rente foncière dans leur revenus (agriculture, mines).

## *LE PSDB*

Le PSDB – dont le terme “social-démocrate” est inscrit dans le nom même du parti –, est né des entrailles du PMDB de São Paulo, à travers les discordes advenues, au sein de l'Assemblée Nationale Constituante, pour représenter les aspirations politiques et idéologiques de la fraction la plus moderne de la bourgeoisie, fut-elle, pour une part, en devenir. Il visait à être un parti de centre-gauche plus programmatique et moins clientéliste, inspiré par les courants politiques sociaux-démocrates qui arrivèrent au pouvoir en Espagne et au Portugal au milieu des années 1980. Le parti avait à sa tête diverses figures de proue de la pensée bourgeoise brésilienne moderne (comme Fernando Henrique Cardoso (FHC)<sup>20</sup> et d'autres, issus du “PMDB historique” des revendications démocratiques). Au cours des premières années de son existence, il ne connut qu'une faible représentation et progression électorales. La synthèse de sa motivation politique et idéologique pour la gestion des intérêts de la bourgeoisie peut être trouvée dans le fameux mot d'ordre de 1989 lancé à São Paulo : “le Brésil a besoin d'un choc de capitalisme”, vu comme le résultat de la combinaison de réformes libérales et de réformes sociale-démocrates “possibles” (sic !) dans le champ social.

Tandis que le PMDB incarnait la grande majorité de la bourgeoisie actuelle, le PSDB représentait la minorité la plus moderne. L'un était l'agglomération de bourgeoisies locales, clientélistes au regard souvent tourné vers le passé, l'autre portait la bourgeoisie nationale de l'avenir. Pour gouverner la nation, il fallait que le parti national soit au sommet du pouvoir mais il ne pouvait rien sans l'appui de la grande masse de la bourgeoisie tout en étant au-dessus d'elle et de ses mesquines luttes pour ses pré-carrés, ses territoires, ses clientèles et sa corruption. La bourgeoisie gouvernait mais pour devenir une bourgeoisie nationale, pour ne pas rompre l'équilibre précaire entre ses fractions, il fallait un autre parti, au-dessus d'elle qui lui apporte une vision d'avenir et un supplément d'âme. Que celui-ci s'incarne dans la social-démocratie qui était aux avant-postes pour égorger le prolétariat révolutionnaire lors du premier conflit mondial et ses suites révolutionnaires montrait aussi que sa ligne d'horizon était particulièrement basse. Non seulement les deux types de bourgeoisie ne pouvaient pas cohabiter dans le même parti, mais pour passer de l'une à l'autre, il fallait un « choc de capitalisme ».

Après le succès de l'implantation du Plan Real par FHC lorsqu'il était ministre de l'économie, le parti finit par remporter l'élection présidentielle de 1994. Ceci permit que le parti augmente sa participation dans les organes législatifs, mais pas qu'il dicte le rythme de gestion des intérêts communs de la bourgeoisie, ces organes étant, d'une part, composés majoritairement et traditionnellement par des fractions clientélistes et, d'autre part, assez peu marqués par l'idéologie – traditionnelle au sein de la société brésilienne – du développement national. En somme, l'avancée des rapports de production capitalistes au Brésil posait, d'un côté, la nécessité de réformes libérales dont le PSDB prétendait devenir le porteur, et de l'autre, l'idéologie social-démocrate afin d'obtenir l'appui d'une partie significative du prolétariat et des couches de la population qui seraient durement affectés par ces réformes, en promouvant quelques réformes sociales<sup>21</sup>. Ces traits généalogiques du PSDB – même si aujourd'hui ils sont toujours plus mélangés par l'opportunisme d'équipes médiocres et corrompues engendrées à l'intérieur d'un parti divisé par les intérêts

---

<sup>20</sup> En 1988, avec un groupe de parlementaires, il quitte le PMDB pour former le PSDB. Il dirige le groupe du PSDB au Sénat jusqu'en octobre 1992. Président de la République fédérative du Brésil du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 1<sup>er</sup> janvier 2003

<sup>21</sup> Il est bon de rappeler que le gouvernement de FHC, à côté de mesures très dures attaquant les travailleurs en général, comme par exemple, la réforme du système de prévoyance, créa plusieurs programmes dans le champ social, comme le Fundef (Fonds de valorisation de l'Education Fondamentale), l'élargissement du programme de santé familiale, l'implémentation de la loi organique d'assistance sociale, ainsi que la création de programmes de transferts de revenus, précurseurs de l'actuelle Bourse Familiale qui fit tant pour le succès de Lula et du PT. Nous ne cherchons pas ici à discuter du caractère précaire de ce programme face aux énormes problèmes sociaux du pays – le mode de production capitaliste, que ce soit dans les pays moins développés ou plus développés n'est pas capable d'assurer le bien-être des salariés en général – mais à rappeler seulement la vocation réformiste bourgeoise du PSDB.

personnels – le distinguent du PMDB. Quant à l'aile démocratique libérale d'aujourd'hui, son espoir est que le PSDB soit capable de “civiliser la droite brésilienne”, à commencer par le PMDB, même si, pendant son opposition au gouvernement PT le PSDB avait abandonné ses traits sociaux-démocrates, en composant fréquemment avec l'éventail des partis de droite.

De cette façon, le PSDB, qui s'est trouvé finaliste de toutes les élections présidentielles depuis 1994, semble avoir plus de force politique et sociale au plan national qu'il n'en dispose en réalité, car le pouvoir plus important derrière le trône présidentiel est aux mains du PMDB depuis longtemps. La polarisation PSDB/PT est par conséquent assez commode pour le PMDB, qui reste habilement en dehors des querelles entre “peesdebistes” et “petistes”, en se prétendant le représentant politique des “intérêts nationaux”. En d'autres termes, les fractions importantes de la bourgeoisie nationale traditionnelle représentées au sein du PMDB (et de ses partis alliés les plus importants) sont toujours dans les bastions du pouvoir et cette continuité leur permet de contrôler les évolutions des rapports de force entre gouvernement et opposition, tantôt limitant les revendications de l'opposition, tantôt limitant les intérêts du gouvernement au cas où ils menacent ceux qui sont représentés par le PMDB. Pour maintenir la “gouvernabilité”, ce parti exige, par conséquent, des compensations : le maintien ou l'augmentation de ses privilèges au sein de l'Etat, des exonérations fiscales sélectives pour les secteurs de l'économie dont les lobbies sont liés au parti et à ses alliés, formulations de lois pour la protection des intérêts spécifiques des affaires, limitation des lois de protection sociale, mise en place de lois contre les droits des travailleurs (comme par exemple l'encouragement de la sous-traitance sans restriction), etc. En somme, la possibilité d'une déstabilisation de l'équilibre fragile de cet ensemble d'expressions politiques bourgeoises au sein du PMDB rend difficile pour lui son positionnement en tant que “gardien de la gouvernabilité”, capable d'apporter un support décisif pour l'installation d'un “bon” gouvernement bourgeois. En retour ces difficultés du PMDB peuvent impliquer un affaiblissement du pouvoir politique du gouvernement.

Huit années de gouvernement du PSDB montrèrent que ce parti ne fut pas capable de dépasser les limites de la base conservatrice du PMDB et de ses alliés dans leur œuvre de consolidation du développement des rapports capitalistes au Brésil. Au gouvernement, le parti conserva quelques aspects de son programme – comme par exemple l'implantation de politiques libérales opposées à une vision plus “étatiste” de la Constitution de 1988 – à l'intérieur de la coalition formée avec le PMDB, le PFL (Parti du Front Libéral) et les autres partis qui lui donnaient un appui majoritaire au sein du Parlement. Cependant, lors du second mandat de FHC, le parti commença à perdre du terrain au sein de la coalition gouvernementale, notamment à cause de l'implantation d'un programme de “responsabilité fiscale” qui impliquait la négociation de divers amendements constitutionnels et, par conséquent, la concession de contreparties importantes auprès de la base conservatrice dans la distribution du pouvoir d'Etat. Cette dernière période de gouvernement, qui vit une croissance annuelle du PIB proche de zéro (1998-1999) et une forte chute du PIB avec la crise mondiale de 2001, réduisit significativement la force politique dont le parti disposait pour implanter d'autres mesures de son programme social-démocrate. Ainsi, les deux expressions politiques les plus importantes de la bourgeoisie – PMDB et PSDB – ne furent pas capables de réaliser les tâches requises pour le développement d'une démocratie sociale dans le pays. Dès lors, il incombait à une nouvelle force politique de réaliser cette tâche. La bourgeoisie montrait ses limites et son incapacité, le prolétariat mobilisé comme aile gauche de la démocratie allait se charger de la tâche. Ce fut le rôle du PT, en tant que parti ouvrier bourgeois, à partir de l'élection de son candidat Lula en 2002.

### *LE PT*

Dans le cadre de ce texte, il nous suffira de rappeler quelques éléments de la trajectoire de ce parti jusqu'à la victoire stupéfiante de Lula lors de l'élection présidentielle de 2002. Lors de la 5<sup>o</sup> rencontre du parti en 1987 furent définies les bases de la première campagne présidentielle de Lula (1989). Les résolutions qui y furent votées étaient parmi les plus à gauche dans l'expression institutionnelle du parti. Ces résolutions constituaient le noyau central du “Programme démocratique populaire” (“Programa Democrático Popular” – PDP -). Le PDP disait que le parti devrait lutter pour une “alternative démocratique et

populaire”, entendue comme une politique “d’accumulation de forces” (électorales, syndicales, etc.) dans un contexte où était jugée impossible la lutte directe pour la conquête du pouvoir par les travailleurs et “pour le socialisme”<sup>22</sup>. Ainsi, un “gouvernement démocratique et populaire” ne serait pas encore “socialiste”, mais articulerait la “négation de l’ordre capitaliste (...) et la construction du socialisme”. Un programme de transition réaliserait des tâches “antimonopolistes, anti-impérialistes, anti-latifundiaires et de démocratisation radicale”. En somme, le PDP devrait aussi bien synthétiser “l’opposition à la Nouvelle République et à la transition conservatrice” que “montrer la direction de la réorganisation socialiste” de la société. Le PT émerge alors comme la principale expression politique légale de l’aile gauche de la démocratie assise sur une base sociale ouvrière pour une partie significative et sur divers segments des classes moyennes modernes de la gauche démocratique.

Lors de l’élection présidentielle de 1994, le PDP fut transformé en programme : “Bases du programme de gouvernement”, dont le sous-titre était “Une révolution démocratique pour le Brésil”, qui aboutit à donner à la formulation “révolution démocratique” un poids spécifique plus important que celle d’une “alternative démocratique et populaire” et à diluer les références à la lutte pour le socialisme. Après la défaite aux élections et avec l’exacerbation des dissensions entre les différents courants internes du parti, - dont nous ne parlerons pas ici - le cours à droite du parti devient prédominant et débouche sur le programme officiel de la campagne pour l’élection de 2002. La “Lettre au peuple Brésilien” (“Un Brésil pour tous”), efface l’expression “démocratique et populaire”, tout comme la référence à la “révolution démocratique”. Le PT consolide intégralement sa nature de parti ouvrier bourgeois<sup>23</sup> au sein de la gauche de la démocratie.

La situation économique du pays se détériore lors du second mandat de FHC. Comme on peut l’observer dans la figure 1, la croissance moyenne en 1998-1999 a été de 0,1% (crise financière asiatique et moratoire de la Russie en 1998) et de 2,7% dans la période 2000-2002 qui recouvre la crise cyclique de surproduction de 2001 à l’échelle mondiale. Un de ses effets importants dans le pays, spécialement pour les populations disposant des salaires les plus bas, fut la grande hausse de l’inflation et des taux d’intérêt de base pour essayer de la contenir. Cet élément fut décisif dans le rejet de FHC à travers tout le pays, et favorisa la victoire de Lula lors de l’élection présidentielle de 2002. Cependant, pour gouverner, le PT fut contraint de réaliser un gouvernement de coalition avec le PMDB et ses alliés. Surfant sur la vague de croissance qui marquait son premier mandat, avec des caisses pleines, et surtout comptant sur son immense popularité et son habileté politique, Lula put participer à la gestion des affaires du capital et s’asseoir au banquet : prise de places dans l’appareil d’Etat, à tous les niveaux, pour le PT et ses alliés du gouvernement de coalition. Le montant destiné aux arrangements, à la corruption, dut être augmenté en raison de l’entrée massive de nouveaux convives au banquet gouvernemental. Hélas, ces néophytes grossiers manquaient de

---

<sup>22</sup> Il ne suffit pas qu’un parti à base ouvrière exprime dans son programme qu’il lutte pour la « conquête du pouvoir par les travailleurs et pour le socialisme » pour que ce parti soit considéré comme un authentique parti du prolétariat, distinct et opposé à tous les autres partis de la société. En étant ici très brefs, il suffit de dire que la société russe ne réussit jamais à réaliser la transformation socialiste de sa structure économique, bien que la révolution de 1917 ait été dirigée par un parti communiste. C’est encore moins le cas pour la société cubaine qui ne présenta jamais le moindre atome de socialisme. Sur le plan politique, sa révolution bourgeoise ne fut même pas dirigée par un parti prolétarien. Le lecteur pourra trouver des arguments qui démontrent la fausse nature socialiste de la société russe soutenue par l’idéologie stalinienne dans quelques un de nos textes, en particulier « Le cours historique de la révolution prolétarienne » (2011), disponible sur notre site, qui sera réédité prochainement dans une version augmentée.

<sup>23</sup> L’expression « parti ouvrier bourgeois », fut employée pour la première fois par Engels dans une lettre à Sorge le 14 septembre 1891, en référence à l’aile réactionnaire du prolétariat regroupée dans les Trade Unions anglais, qui cheminait respectueusement à la queue de la bourgeoisie.

« Les anciennes Unions, avec les ouvriers textiles à leur tête, conjointement avec toute la partie réactionnaire qui existe parmi les ouvriers, ont réuni toutes leurs forces pour défaire la résolution de 1890 sur les huit heures. Elles ont échoué, en ne gagnant qu’une maigre et insignifiante concession. Ceci est crucial. Il existe encore beaucoup de confusion, mais désormais la chose est irréversible et la presse bourgeoise reconnaît complètement la défaite du *parti ouvrier bourgeois*, avec regret et en serrant les dents. Particulièrement les libéraux écossais, les bourgeois les plus classiques de l’Empire, sont unanimes dans leurs lamentations sur cette infortune et l’incorrigible perversité de l’ouvrier. » (Engels à Sorge, Septembre 1891).

savoir-faire en termes de préservation des apparences et de discrétion quant aux pratiques de corruption, comme le maîtrisaient si bien les gouvernements précédents. Horreur, ô Horreur !

Le taux élevé de croissance pendant le premier mandat (une moyenne de 3,5%) et le second (moyenne de 4,6%) permit au gouvernement Pétiste – en plus d’unifier et amplifier les différents programmes de transferts de revenus aux familles pauvres<sup>24</sup>, en plus de garantir l’augmentation réelle du salaire minimum et des aides sociales (maintenant ainsi habilement le “facteur prévoyance- retraite”), etc. – de mettre en marche des projets pharaoniques de toute nature : grandes centrales hydro-électriques et grandes installations liées au secteur du pétrole, construction de stades grandioses pour la coupe du monde de football de 2014, grands travaux pour les jeux olympiques de 2016... Le résultat, tout le monde le connaît : amplification de la corruption endémique à tous les échelons de l’appareil d’Etat (Petrobras, compagnies nationales du secteur de l’électricité, etc. en connivence particulièrement avec les grandes entreprises de travaux publics, expression suprême du clientélisme de la bourgeoisie). Mais, à côté de la corruption, ces projets montrent que, à reprendre le flambeau des mains d’un PSDB incapable de poursuivre la course au développement des rapports de production capitalistes, le PT élargit l’appareil d’Etat pour mener à bien les tâches imposées par la nécessité de ce développement. En utilisant surtout la concentration des ressources fiscales de l’Etat et l’endettement public, le PT commença à mettre en pratique son programme social-démocrate travesti en programme démocratique-populaire. Il amena le Brésil à poursuivre son élévation sur l’échelle des nations en concurrence sur le marché mondial. Ce mouvement illustre clairement le pouvoir du rôle de l’Etat dans l’économie. Les partis politiques au gouvernement disposent entre leurs mains d’une importante force économique. De ce point de vue, l’Etat tend à suivre sa propre logique. Dans le cas du PT, l’utilisation de cette force lui a permis d’atteindre un certain degré d’autonomisation par rapport à la bourgeoisie : de laquais de son maître bourgeois, le PT prétend devenir maître à son tour, ce qui révèle son “incorrigible perversité” aux yeux de la bourgeoisie.

Mais la créature Dilma n’eut pas la même chance que son créateur Lula dans le domaine économique. Elle eut à régler le compte qu’il avait laissé : croissance quasi nulle du PIB en 2014, augmentation constante de l’inflation et, par conséquent, du taux d’intérêt de base et de la dette publique. Finalement “l’esprit animal” des capitalistes ne fut pas tranquilisé par les exonérations fiscales sélectives, car même une bonne partie de ceux qui en furent bénéficiaires préféraient augmenter leur taux de profit en utilisant au maximum la capacité productive installée et obtenir des profits financiers avec l’augmentation des intérêts issus du financement de la dette publique. La perception qui se développait à vue d’oeil, surtout chez les classes moyennes modernes, était que le décollage du Christ Rédempteur de Corcovado sous Lula (la Une de “*The Economist*”) n’était qu’un...vol de poule ! La déception causée par cette grande instabilité ne fit qu’augmenter de tous côtés.

Tout ceci montre clairement par conséquent, qu’il n’est pas exact de dire que, au sein de la république démocratique brésilienne, le PT au gouvernement était la “même chose” que le PSDB, de même que le PSDB n’est pas identique au PMDB. Sans aucun doute, le PT est un parti ouvrier bourgeois qui chemine de manière consciente au côté de la bourgeoisie et ne peut pas totalement s’en libérer car son existence dépend d’elle. Il représente les revendications et illusions réformistes, vision bourgeoise de gauche portée par une partie du prolétariat, par les couches appauvries de la population et des classes moyennes salariées, imprégnées d’un socialisme petit-bourgeois ou bourgeois, au sein du comité de gestion des intérêts de la bourgeoisie dans lequel il est obligé de *négoier* son maintien au pouvoir. De manière plus efficace que les actions limitées du gouvernement PSDB à l’époque de Cardoso, il a conservé (et conserve encore, dans une mesure toutefois nettement moindre), l’appui d’une part significative du prolétariat brésilien –

---

<sup>24</sup> Il est indubitable que le premier gouvernement du PT perfectionna et généralisa au niveau national plusieurs programmes de transferts sociaux hérités du gouvernement de FHC. Rappelons que, des six programmes contenus dans le programme de la Bourse Familiale, cinq furent créés et implantés – sans doute avec une ampleur moindre – lors du second mandat de FHC. Le PT amplifia le Programme national d’accès à l’alimentation – Zéro faim.

spécialement à travers les syndicats liés à la CUT<sup>25</sup> et les “mouvements sociaux” (MST, MTST...) – et des couches appauvries de la population, surtout les bénéficiaires des programmes sociaux. Ceci permet à la bourgeoisie “d’obtenir le soutien politique et social de la nation” (Engels), et d’essayer d’assurer l’équilibre et la paix sociale requis dans le cadre d’un “bon” gouvernement bourgeois. On ne peut pas nier que, tandis que les coffres du Trésor étaient pleins, les négociations se sont déroulées dans un rapport de forces qui permettait au PT de faire passer des réformes favorables au prolétariat dans son ensemble. Ces réformes, qui étaient loin de remettre en cause le mode de production capitaliste, étaient aussi une manière de forcer la bourgeoisie à s’adapter, à rationaliser son appareil de production, à poursuivre la voie de la production de plus-value relative et d’une plus grande compétitivité sur le marché mondial. La contrepartie était la concession aux multiples revendications des fractions bourgeoises représentées au Parlement, et ceci dans une proportion bien plus importante<sup>26</sup>.

A côté de tout cela, un phénomène intéressant fut la rénovation des cadres institutionnels du pouvoir judiciaire fédéral qui s’est produit progressivement, avec l’arrivée de la génération formée après la Constitution de 1988. Un ensemble significatif que nous pourrions qualifier de “républicains purs”, techniquement compétents et avec une vision idéaliste et moraliste de la rénovation de l’Etat de droit au Brésil et du système politique brésilien. Leur myopie vis-à-vis de la république démocratique formelle, leur volontarisme constitutionnel qui oriente leur “guerre à la corruption” au sein de l’appareil d’Etat, tout ceci leur fait penser qu’ils n’agissent pas politiquement et ils ne voient pas que, dans la pratique, leurs actes sont radicalement politiques. Avec la crise morale et politique, ils ont fini par devenir des expressions adéquates du moralisme politique des classes moyennes modernes et de la colère des travailleurs moins bien payés, effrayés par l’instabilité économique et politique et qui canalisent leur révolte contre le “ramassis de corrompus” du PT au pouvoir, contre la corruption des “politiques” et, récemment, contre toute expression politique de gauche, qui finit par être identifiée au PT. Le désormais fameux juge Sergio Moro, l’Eliot Ness brésilien des Intouchables, groupes de procureurs et policiers fédéraux, et son opération « *Lava Jato* »<sup>27</sup>, est l’expression la plus notable de ces phénomènes. Ses actions spectaculaires pour déloger les principaux responsables du financement corrompu du système de partis actuel, aussi bien les grands entrepreneurs complices du gouvernement que les agents corrompus des partis du “gouvernement de coalition” incrustés dans des postes lucratifs au sein des organes de l’Etat, aboutit dans la pratique à étouffer financièrement le PT et ses alliés comme le MST, le MTST, les ONG... “de gauche” et autres. L’opération *Lava Jato* est, par conséquent en même temps, un instrument utile de “nettoyage” de la partie de l’appareil d’Etat qui est entre les mains du PT, et une menace potentielle envers le personnel politique des autres partis, instrument qu’il convient de manier avec habileté, car il “augmente l’instabilité politique” et contribue à “aggraver le contexte économique”, affaiblissant fortement la représentation politique au sein de la République, tout en pensant la renforcer. Tant mieux !

---

<sup>25</sup> Centrale Unique des Travailleurs, fondée notamment par Lula en 1983. Serait l’équivalent de la CGT française, mais collaborant avec le gouvernement du PT dont elle constitue une « courroie de transmission ».

<sup>26</sup> Le parti ouvrier bourgeois sent dans sa chair ce que cela signifie de vivre à la queue de la bourgeoisie. Par exemple les capitalistes industriels et leurs groupes de pression furent favorisés par les politiques sélectives d’exonération fiscales dont l’effet fut le gonflement de la dette publique et le déséquilibre de la balance fiscale. Mais ceux qui remplirent les coffres du système financier et en tirèrent bénéfice, qui réclamèrent à grands cris une baisse des taux de change pour augmenter le protectionnisme dans l’industrie, sans développer, en contrepartie, la productivité du travail sont les mêmes aujourd’hui qui secouent vigoureusement la queue pour en décrocher le PT, en se refusant à payer les comptes de toute cette politique dont ils ont bénéficié. Et donc qui va payer ? Le prolétariat.

<sup>27</sup> *Lava Jato* = lavage express ou lavage rapide en référence au lavage de voiture. « L’opération *Lava Jato* (ou scandale Petrobras) est une enquête de la police fédérale du Brésil qui a commencé en mars 2014, concernant une affaire de corruption et de blanchiment d’argent impliquant notamment la société pétrolière publique Petrobras. Elle est dirigée par le juge Sergio Moro. Les faits reprochés, inclus dans un système dits de *Petrolão*, incluent des commissions pour des personnalités politiques (principalement du PT et du PMDB) en échange de leur implication dans des contrats publics surfacturés. L’affaire concernerait un volume de près de 3,5 milliards de dollars. Scandale de corruption d’ampleur inédite, le *petrolão* a, dans ses premières phases, mené à l’emprisonnement des directeurs des entreprises Construtora Norberto Odebrecht, OAS, IESA Óleo e Gás, Camargo Corrêa Construções, UTC et Construtora Queiroz e Galvão ainsi qu’un des ex-directeurs de Petrobras, Paulo Roberto Costa. ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration\\_Lava\\_Jato](https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration_Lava_Jato)) ».

Cependant, la corruption à la tête de laquelle se trouvait le PT avait un fondement idéologique : le financement du parti afin de gagner plus de pouvoir au sein de l'Etat comme parti ouvrier bourgeois. Il visait ainsi à assumer *sur le long terme*, la gestion générale des affaires communes de la bourgeoisie, faisant passer graduellement des réformes sociales populistes et accroissant l'influence de la machine idéologique du parti dans les pores de ladite "société civile". Avec Lula, ce projet fut patiemment négocié avec une grande habileté politique, en achetant des appuis au sein du Parlement et, surtout, avec une stratégie de distribution de charges au sein de l'appareil d'Etat. Mais Dilma n'est pas Lula. Dilma Rousseff, la présidente pétiste, incarne sous une forme brute, non raffinée, désordonnée et arrogante la synthèse de ce projet de pouvoir, qui n'hésita pas à mettre en place des instruments de politique économique libérale et d'ajustement fiscal pour violer les droits des travailleurs salariés, en croyant aveuglément qu'ils constituent le moyen nécessaire pour réaliser un tel projet. Eduardo Cunha, le président du PMDB à la chambre des députés, le chef d'orchestre du processus de destitution, incarne avec la même brutalité et la même arrogance, acquise et longuement améliorée dans les coulisses des organes législatifs locaux et de l'Etat, la synthèse de chiennerie et de corruption qui caractérise le système de partis au Brésil. Il n'a pas hésité à employer tous les moyens pour s'opposer systématiquement à tout projet du gouvernement, même ceux qui relevaient de la politique économique libérale qui lui est si chère, et utilisa de manière cynique et sans fard tous les moyens pour détruire le projet du PT. Dilma personnifie de manière abrupte les illusions et les limites d'un parti ouvrier bourgeois au gouvernement et quand elle fut poussée à montrer clairement la réalité du PT comme vassal de la bourgeoisie, elle se vit abandonnée à la veille même du processus d'impeachment par son propre parti qui ne supportait pas une telle vision. Cunha personnifie de manière féroce la réalité du pouvoir de la bourgeoisie traditionnelle, clientéliste et corrompue au gouvernement, et une fois poussé à montrer cette dimension à ses représentants, il se vit épargné par ceux qui le considèrent encore comme un mal nécessaire, mais qui devra un jour être sacrifié, moyennant une bonne récompense. La chute de l'un implique celle de l'autre.

De toutes les façons, l'union des fractions de la bourgeoisie autour du processus de destitution conduit de manière efficace et précise par Cunha N'EST PAS l'union sacrée de la bourgeoisie comme classe contre le prolétariat, mais le rassemblement de ses forces politiques, où prédominent les scories du système de parti putride brésilien, pour se débarrasser d'un parti qui lui fut utile au pouvoir, mais qui a fini par mettre en péril la marche d'un "bon" gouvernement bourgeois.

## **“Et maintenant, que vais-je faire ?”**

### **Du côté bourgeois...**

Les événements les plus notables qui ont alimenté le moteur du processus de destitution furent les gigantesques manifestations contre le gouvernement – notamment les dernières d'entre elles le 13 mars 2016 – où prédomina l'hystérie des classes moyennes supérieures et de l'aristocratie du travail<sup>28</sup>. Ces manifestations légitimèrent le vote de l'impeachment à la Chambre des Députés (17 avril 2016), tout comme elles étouffèrent les dernières lueurs de la révolte sociale spontanée des journées de juin 2013. Dans aucune d'entre elles il n'y eut par exemple la moindre "indignation" contre l'augmentation du chômage ou de l'inflation. Une autre force du mécontentement, bien que sa participation soit nettement moindre dans ces manifestations, fut le prolétariat et les classes moyennes précarisées, dont les salaires sont rongés par l'inflation et, pire, qui sont atteints ou menacés par le chômage qui croît de manière

---

<sup>28</sup> Lors de la gigantesque manifestation en faveur de la destitution dans l'Avenue Paulista, une recherche conduite par l'Institut DataFolha (liée au puissant journal « Folha de São Paulo ») présenta les estimations suivantes, justifiant l'argument selon lequel la manifestation regroupait « l'élite », comme les précédentes. 26% des participants avec un revenu familial représentant 5 à 10 salaires minimaux, 24% de 10 à 20, et 19% au-dessus de 20, quand la moyenne municipale (à São Paulo) est de 23% pour la tranche 5-20 salaires minimaux. En plus de cela, 77% déclarèrent avoir bénéficié d'une scolarité de niveau supérieur, alors que la moyenne municipale est de 28%.

accélérée<sup>29</sup>. D'un autre côté, les manifestations organisées au niveau national le 18 mars 2016 par le PT et ses alliés (partis de gauche, CUT et ses alliés syndicaux, "mouvements sociaux" qui ont bénéficié de transferts sociaux de la part du gouvernement à l'époque de Lula), et en présence de Lula lui-même, n'eurent pas la même amplitude de celle du 13 mars. Mais elles furent suffisamment démonstratives du pouvoir de mobilisation de ces organismes qui sont en mesure de provoquer des situations de conflit social au cas où le PT – Lula – et les dirigeants de ces "mouvements sociaux" perdraient le contrôle de la situation.

30

Pour la bourgeoisie, la démission de Dilma aurait été une alternative à moindre coût pour l'implantation d'un gouvernement "d'union nationale" avec le vice-président Temer – le président du PMDB – comme chef du gouvernement. D'une part en évitant les drames politiques provoqués par le long processus de destitution, mais surtout la présentation des factures de la part des partis qui se prononcèrent pour le processus de destitution à la chambre des députés et au Sénat. De toutes les façons le plus important pour la bourgeoisie est d'arriver le plus rapidement possible à une solution à cet imbroglio qui risque de perturber ses affaires. Comme l'annulation de l'impeachment à la fin du processus par le Sénat est une hypothèse très peu probable, l'alternative qui se présente au moment nous écrivons<sup>31</sup> est : Dilma est formellement empêchée, et Temer se maintient à la tête d'un gouvernement "de salut national", d'un "gouvernement de transition" jusqu'aux élections présidentielles de 2018, ou bien la liste Dilma-Temer est cassée par les poursuites en cours basées sur les enquêtes de l'opération *Lava Jato*. Dans ce texte nous commenterons l'hypothèse de la destitution. L'hypothèse de la convocation d'une nouvelle élection

---

<sup>29</sup> L'enquête de DataFolha du 9 avril 2016 estime que le gouvernement Dilma est considéré comme excellent/bon par 13% de la population, correct par 24% et mauvais/très mauvais par 63%, tandis que 61% sont favorables au processus de destitution et 33% contre, le reste étant indifférent ou « ne sachant pas ». En comparaison, dans la première année de son mandat, Dilma est arrivée à avoir un appui de la majorité de la population : 79% de bonnes opinions personnelles, 63% d'opinions favorables au gouvernement. On ne peut pas dire que le prolétariat et les classes moyennes précarisées ne sont pas représentés dans ces enquêtes.

On trouve une vision journalistique assez intéressante de cet état de fait dans un reportage de la section brésilienne du journal espagnol *El País* dans différents quartiers de la périphérie de São Paulo, pendant la maxi-manifestation du 13 mars 2016 dans l'avenue Paulista (considérée comme « Les Champs-Élysées brésiliens ») en faveur du processus de destitution. Tous les témoignages exprimaient clairement une grande insatisfaction vis-à-vis du gouvernement, avec une majorité qui appuyait « l'impeachment ».

Une autre donnée intéressante est celle de la participation des jeunes dans les actions contre et en faveur du processus de destitution, en comparaison des manifestations de juin 2013. Lors de ces dernières, l'âge moyen des participants était de 27,1 ans, dont 23% âgés de 12 à 20 ans. Dans les plus grandes manifestations en faveur de « l'impeachment », l'âge moyen était de 39,6 ans (6% de 12 à 20 ans) le 15 mars 2015 ; 45,2 ans (5% de 12 à 20 ans) le 12 avril 2015 ; 45,2 ans (5% de 12 à 20 ans) le 16 août 2015, et 45,5 ans (4% de 12 à 20 ans) lors de celle du 13 mars 2016. Dans les plus grandes manifestations contre l'impeachment, l'âge moyen était de 42,7 ans (5% de 12 à 20 ans) le 20 août 2015 ; de 43,4 ans (5% de 12 à 20 ans) le 16 décembre 2015, et 38,9 ans (9% de 12 à 20 ans lors de la dernière, le 18 mars 2016. La conclusion la plus immédiate est que les jeunes vont peu aux manifestations sur le thème de la destitution (pour ou contre) malgré les appels massifs lancés en sa faveur, sur les réseaux sociaux, par les leaders (tous jeunes) de la « nouvelle droite » libérale (Mouvement Brésil Libre, « Descends dans la rue » (*Vem pra rua*)...). Cela contraste avec les grandes manifestations convoquées par ces mêmes réseaux sociaux en juin 2013. Déclaration d'un non participant de la classe moyenne, qui rejette l'idée que les jeunes seraient dépolitisés : « Ces manifestations ne me représentent pas. Ce n'est pas mon drapeau ». Les entretiens conduits avec des jeunes non participants montrent que la majorité des jeunes, quelle que soit la classe sociale à laquelle ils appartiennent, rejette le système politique traditionnel, qu'il soit de gauche ou de droite.

<sup>30</sup> Il était intéressant d'observer que Guilherme Boulos, le charismatique et bien préparé leader du MTST, durant la manifestation du 24/03/2016 qui réunit des milliers de militants du Front du peuple sans peur (*Frente Povo Sem Medo* : MTST, Intersindical liée au PSOL et autres) dans les rues de São Paulo pour protester contre la destitution de Dilma, resta en retrait par rapport à sa déclaration fracassante lors d'une interview collective du 22 mars, dans laquelle il promettait "d'incendier le pays", en adoptant un discours plus modéré devant la foule : "Nous ne souhaitons pas incendier le pays, mais nous ne sommes pas non plus des poules mouillées. Le coup d'état qu'ils souhaitent va laisser des cicatrices. Nous sommes ici pour dire qu'il va y avoir de la résistance."

<sup>31</sup> La première version portugaise de ce texte a été rédigée le 8 mai 2016. Les événements qui ont suivi n'ont pas démenti nos prévisions, le processus de destitution est aux mains du Sénat et ira très probablement jusqu'à son terme, avec Temer aux manettes comme président par intérim et une forte instabilité politique avec démission des ministres et personnalités impliqués dans les différents scandales de corruption.

présidentielle (directe ou indirecte selon la date de fin du processus) comme résultat d'une rupture de l'attelage, ou de toute autre circonstance politique, sera analysée dans une suite de ce texte.

Les défis qu'un gouvernement Temer – un professionnel de la politique contrairement à Dilma, vice-président du gouvernement du PT, président du PMDB et sans expression politique significative au plan national – doit relever pour établir un “bon” gouvernement sont gigantesques, aussi bien au niveau économique que dans le champ politique et social, notamment parce que ce sera un gouvernement tampon, non élu, et qui ne dispose pas d'un appui populaire. Nous ne commenterons pas ici les diverses versions des programmes économiques suggérés ou lancés comme des ballons d'essai, au plan national ou international. Sur le plan politique, dont l'influence sur les décisions à court terme de la politique économique est considérable, en plus de la “facturation” de l'appui à la destitution, auquel nous avons déjà fait allusion, et qui vient contrecarrer la volonté de réduire le poids de la machine d'Etat, les partis ont en ligne de mire non seulement les élections municipales générales de cette année, mais aussi l'élection présidentielle de 2018. Dès lors, comment appuyer la mise en oeuvre de mesures économiques désagréables ?<sup>32</sup> Ainsi même dans un gouvernement de “salut national”, le PSDB ne donnerait pas un appui sans conditions au PMDB, bien qu'il puisse participer à son gouvernement au nom des “intérêts de la nation”, mais il ne se rapprocherait pas non plus du PT et de ses alliés de gauche dans le cadre d'une ferme opposition parlementaire.

Pour le nouveau gouvernement, le problème crucial est d'obtenir l'appui d'une fraction significative du prolétariat et des couches précarisées et appauvries de la population économiquement active. Les appareils de la CUT et des “mouvements sociaux” de gauche promettent qu'il n'y aura pas de trêve. Il reste à voir si les appareils des syndicats jaunes de droite acceptent les accords qui seront proposés par le nouveau gouvernement et la bureaucratie syndicale, Força Sindical en tête, tout comme les fractions modérées et corporatistes des “mouvements sociaux”, en particulier une partie du MST. Dans l'affirmative, comment réussiront-ils à maintenir l'encadrement de leur base sociale atteinte par la crise et par les conséquences des dures mesures “d'ajustement économique” à venir : réforme des régimes de prévoyance (augmentation de l'âge du départ en retraite, prestations non reliées au salaire minimum...), augmentation des impôts (malgré les dénégations publiques), régulation des programmes sociaux etc. ? Enfin, et ce n'est pas le moins important, comment le nouveau gouvernement pourra-t-il encadrer le potentiel de révolte émanant de l'énorme masse de population inemployée qui tend à continuer à augmenter au milieu de tout ceci, surtout les jeunes désillusionnés ou sans activité dont la colère explosa vigoureusement en juin 2013 ?

Il est curieux de noter que les idéologues en chef de la vieille garde du PSDB alimentent l'espoir que ce parti parvienne à dépasser ses profondes divisions internes et retourne à ses origines de centre-gauche, occupant “l'espace que le PT laisse ouvert”<sup>33</sup>. Mais même s'ils dépassent leurs divergences dans un cadre strictement électoral, comment le parti conciliera-t-il cette position avec la prétention de représenter également, lors de la prochaine élection présidentielle, aussi bien la “nouvelle droite” libérale surgie dans les manifestations pour la destitution, que la masse des classes moyennes modernes qui appuient de manière aveugle et enthousiaste ces manifestations, mais qui manquent de confiance dans le PSDB, car elles ne le trouvent pas assez radical dans son opposition au “ramassis gauchiste et corrompu qui s'est emparé du pays”, au “parasitisme” des bénéficiaires du programme social comme la “Bourse Familiale”, etc. ? Ces jugements corroborent la vision de ces gardiens de la classe bourgeoise, qui misent sur le PMDB

---

<sup>32</sup> On trouve aussi sur la ligne de départ, avec de bonnes chances dans une élection présidentielle, le nouveau-né parti Rede de Sustentabilidade (Réseau de Soutenabilité) de Marina Silva – candidate écologiste arrivée troisième lors du scrutin de 2014, alors comme candidate du PSB (Parti socialiste brésilien) – dont les personnages les plus influents sont issus du PT. On ne doit pas oublier que Marina Silva fut sénatrice par le PT et ministre de l'environnement dans le premier gouvernement Lula. Ce parti se construit une “posture éthique” et compte avec une équipe d'économistes et autres professionnels de la gauche bourgeoise, teintés de socialisme petit-bourgeois moderne, qui tentent de régénérer la social-démocratie : représentation d'un “nouveau sujet politique”, politiques de développement durable, modèles hybrides de “démocratie directe” inspirés de Podemos... Mais il ne dispose pas de la confiance des principales fractions de la bourgeoisie, car il n'a pas acquis, de l'intérieur, d'expérience dans la gestion des affaires de l'Etat.

<sup>33</sup> Voir le texte de Sergio Fausto du 2 août 2015 dans le cahier illustré de la Folha de São Paulo



et ses alliés les plus importants. Ainsi, un gouvernement “d’union nationale”, ne ferait qu’approfondir la “crise d’identité” qui affecte le PSDB. Ce parti s’imagine que sa participation sous conditions au gouvernement revêtira la forme d’une participation “indépendante et responsable”. D’un côté, pour satisfaire le PMDB, et en fonction de ses propres visées électorales, il appuie la “responsabilité fiscale” et une certaine modernisation de l’Etat, en accord avec sa vision du capitalisme. D’un autre côté, sous peine d’être chassé par la nouvelle droite et les classes moyennes modernes, il envisage le maintien “possible” de quelques mécanismes de protection sociale et la défense de mécanismes démocratiques qui devraient être appuyés de manière déterminée par l’opposition parlementaire pétiste. Les idéologues de la vieille garde qui imaginent que le PSDB constitue un repère pour le renforcement “civilisé” des représentations politiques de la bourgeoisie pourraient être très déçus si la situation économique ne s’améliore pas ! Il sera donc important d’observer les mouvements de ces partis, qui pourront affaiblir encore plus la gestion des affaires de la bourgeoisie, ou, au contraire la renforcer.

En résumé, le nouveau gouvernement, après l’application des dures et impopulaires “réformes nécessaires” qu’il sera obligé de réaliser pour “gagner en crédibilité” auprès de la bourgeoisie, aura de grandes difficultés pour trouver une sortie de moyen terme pour gagner l’appui d’une partie du prolétariat, et, en même temps, conserver l’appui des classes moyennes modernes qui ne lui donneront un vote de confiance qu’au début de son exercice. Si cela a du succès, le nouveau gouvernement aura quelque chance de maintenir temporairement et démocratiquement la paix sociale ; dans le cas contraire, la colère accumulée accroîtra potentiellement la lutte des classes. De toute façon, en matière de paix sociale, dès lors qu’il parviendrait à une légitimité auprès de la classe bourgeoise et de ses gardiens des classes moyennes, le nouveau gouvernement pourra compter sur les forces armées pour agir légalement et constitutionnellement dans le cas de révoltes sociales et politiques. Il pourra alléguer des raisons d’Etat et proposer au Congrès National de décréter l’état d’urgence, ou même invoquer la loi antiterroriste du 16 mars 2016<sup>34</sup>.

### **Des pièges pour le prolétariat**

Le prolétariat brésilien chemine donc dans un champ semé de pièges dangereux. Le premier d’entre eux a été monté dès le début du processus de destitution : l’appel à la défense du gouvernement du PT face à un “coup d’état contre la démocratie”, qui serait engagé par les partisans de la destitution, aux cris de “Il n’y aura pas de coup d’état” (*Não vai ter golpe!*)<sup>35</sup>. Il n’est pas important d’analyser ici ce processus, qui se réalise d’une façon strictement conforme à la constitution, qui fut approuvé de manière frappante par une Chambre des Députés qui étala au grand jour devant toute la population, au cours d’un spectacle de dernière catégorie sa face putride, arriérée, minable, laissant la forte impression que ses membres sont, sous bien des aspects, encore pires que Dilma. Il est important de dire que ce cri de guerre perfide constitue une démobilisation idéologique du prolétariat, car il conduit au piège du “front unique pour la défense de la démocratie”, sous le commandement du PT et de ses alliés politiques, syndicaux et des “mouvements

---

<sup>34</sup> Dans une entrevue accordée le 27 septembre 2015 à l’influent journal de la capitale, le *Correio Braziliense*, le Commandant de l’armée, déclara qu’il écartait comme hors de propos les revendications des groupes d’extrême-droite qui réclamaient un coup d’état militaire lors des manifestations en faveur de « l’impeachment ». Dans cette longue interview, le commandant affirme que, contrairement à 1964, il n’existe plus le contexte de guerre froide qui justifia l’intervention militaire à cette époque. A la question de savoir si l’armée était préoccupée par la crise économique et politique, il répondit : « L’armée y prête attention. Je me demande : que va faire l’armée ? L’armée va faire ce que lui prescrit la Constitution. Il ne nous appartient pas d’être des protagonistes dans ce processus. Aujourd’hui le Brésil a des institutions bien structurées, solides, fonctionnant parfaitement, accomplissant leurs tâches, et qui dispensent la société de besoin de tutelle. Il n’y a pas de raccourcis sur le chemin (...) ce qui nous guide, c’est la Constitution. Il n’y a pas la moindre hypothèse que les militaires viennent à prendre de nouveau le pouvoir. » A la question de savoir qui devrait se mettre à la tête d’un projet pour le pays, il répondit que « nous avons besoin de quelque chose qui nous galvanise. Nous avons besoin d’une direction, d’un leadership. Quelqu’un avec un discours qui n’ait pas un caractère messianique – ce qui reste un danger actuellement. Nous en avons déjà eu par le passé et nous savons ce que c’est. Mais c’est essentiel. Quelqu’un avec qui les gens puissent s’identifier. Il nous manque un leadership et il nous manque un projet. »

<sup>35</sup> En France un appel d’expatriés brésiliens (le MD18, Movimento Democrático 18 de Março) a relayé ce type d’arguments, en manifestant notamment avec le marais de la « Nuit Debout » sous le nom de « Brésil debout » regroupant également le Collectif de Solidarité France Brésil, le « amis du MST », des représentants du PT...

sociaux”. Or, la République Fédérative du Brésil, sous régime présidentieliste démocratique, conserve les éléments de base de la démocratie politique : les libertés civiles (de presse, de réunion, de manifestation, d’association), le suffrage universel et le fonctionnement des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif selon la constitution. Dans la période actuelle, tous sont en vigueur et ne sont pas menacés. L’appel qui se cache derrière ce rideau de fumée vise à appuyer le projet politique du parti ouvrier bourgeois, en lui donnant une nouvelle chance de reprendre, après son expérience au pouvoir, son programme de 2002.

Ce front ne devrait pas s’éteindre une fois la procédure de destitution consommée. Au contraire, le PT dans l’opposition devrait probablement l’étendre avec un tournant vers la gauche, vers une “refondation du parti”, notamment à travers des grèves déclenchées par la CUT et ses alliés syndicaux et des manifestations bruyantes des “mouvements sociaux” alliés contre les mesures libérales du nouveau gouvernement “golpiste”. En dehors du gouvernement, face à l’asphyxie financière qui résultera de son expulsion de l’appareil d’Etat, le parti pourra disposer d’une base militante plus authentique, de même pour le MST, MTST... Il est probable que le début de ce tournant se fera par la reprise d’une nouvelle version du programme de 2002 (la “Lettre au peuple brésilien”), fruit d’une révision critique nourrie de l’expérience acquise au pouvoir. Cette nouvelle version du programme, qui reconnaîtrait les “erreurs stratégiques” du parti et condamnerait les pratiques de corruption passées, pourrait fournir une plateforme plus attractive pour élargir et consolider un travail militant au sein d’une partie de la masse des travailleurs durement affectés par la situation économique, dans le but de récupérer une base électorale pour l’élection présidentielle de 2018 (Il ne faut pas oublier, que, en dépit de tous les événements, Lula conserve encore une réserve électorale importante). Cela constitue un deuxième piège pour le prolétariat. Au sein de ce front unique, le PT, comme auparavant, continuerait à être un parti ouvrier bourgeois (et après son expérience du pouvoir toujours plus bourgeois et toujours moins ouvrier), qui accompagne les évolutions du mode de production capitaliste même si elles déplaisent aux fractions les plus arriérées de la bourgeoisie, agissant comme aile gauche de la démocratie et de manière le plus souvent conflictuelle, pour limiter le potentiel explosif de cette masse dangereuse, en canalisant son énergie au moyen d’un programme socialiste bourgeois orienté vers des fins électorales.

Un autre piège est dressé par des composantes de différentes couleurs politiques, formés par des partis ou groupes qui se situent à la gauche du PT, qui condamnent sa trajectoire politique et son projet de gouvernement. Pour eux, même passé à l’opposition, le PT continuerait sur la voie des alliances avec la bourgeoisie, posant des obstacles sur le “chemin vers le socialisme”. Pour l’instant nous ne nous livrons pas à une analyse de ces composantes ; il suffit de dire qu’elles proposent essentiellement la formation de fronts qui vont de “fronts progressistes” à des “fronts révolutionnaires”, selon le degré de radicalité des idéologies fondamentalement réformistes qui orientent leurs programmes. De toute façon, les limites étroites de leurs “luttres communes” sautent aux yeux : toutes encadrent et limitent l’expression politique du prolétariat dans l’objectif d’un élargissement de la démocratie comme fin en soi, même travestie en “démocratie socialiste” et, en plus de tout, circonscrite aux frontières nationales. Leurs programmes expriment, par conséquent, des variantes plus ou moins radicales du “socialisme dans un seul pays” imprégné de socialisme petit-bourgeois et bourgeois, même s’ils font çà et à de vagues allusions à la “solidarité internationale de la classe travailleuse”.

Ceci implique-t-il que le prolétariat brésilien doive emprunter ce chemin, sans prendre garde à ces pièges ? Ou que, pour se préserver, il doive rester indifférent aux évolutions des expressions politiques de la bourgeoisie ainsi qu’à celles des groupes de gauche, PT inclus ? Certainement pas.

### **Du côté du prolétariat**

Depuis la défaite des grandes luttes prolétariennes des années 1920, il n’existe pas de parti communiste, révolutionnaire et international. Le prolétariat se trouve ainsi dépourvu de son véritable organe de classe et, par conséquent, ne peut agir comme sujet autonome, politiquement indépendant et opposé à tous les autres partis de la société. Mais cette plus longue période de contre-révolution de l’histoire ne forme pas

un tout indifférencié, sans histoire, car le capital a continué à avancer dans un processus de recomposition permanent, à travers des deux guerres mondiales, des crises catastrophiques et des reprises de l'accumulation, aussi bien au plan économique qu'au plan géopolitique et politique. Dans cette période sombre, le prolétariat a été partout mobilisé, au mieux, comme aile extrême-gauche de la démocratie, sans réussir à forger son organe politique indépendant à l'intérieur de la lutte des classes. Cependant, une des leçons de l'histoire est que jamais une révolution prolétarienne n'est sortie du néant, de conditions matérielles, politiques et sociales qui ne fussent pas, *au début*, labourées, cultivées par des revendications démocratiques qui mobilisent de grandes masses prolétariennes et populaires. Mais, au contraire de ce que pensent les partis réformistes petits-bourgeois, la "conquête de la démocratie" par le prolétariat n'est pas une fin en soi, le point final de ses revendications, mais seulement la conquête du champ de bataille pour son affrontement final, définitif, avec la bourgeoisie. C'est seulement dans ce sens que le prolétariat doit défendre ses revendications démocratiques, en les élevant de manière consciente et permanente à leur plus haut niveau, pour *dépasser en la niant* la démocratie. Voilà le sens de la politique du prolétariat en relation avec la démocratie.

Nous ne nous posons pas comme le sphinx qui offrirait au prolétariat brésilien "la solution" pour résoudre les énigmes des questions tactiques, ni comme des guides illuminés et arrogants qui "enseignent" comment désarmer les pièges mentionnés. Notre objectif est seulement d'analyser certains phénomènes économiques, politiques et sociaux survenus récemment au Brésil pour contribuer à la reconnaissance du terrain sur lequel se meut et probablement se déploiera le prolétarien brésilien dans un futur proche.

Que seront amenées à faire les fractions de la bourgeoisie et leurs représentations politiques en fonction de l'évolution de la base économique du pays, de la lutte des classes et de leurs calculs électoraux ?

Ces actions imposées par le cours des choses peuvent rendre plus fragiles encore la domination de la bourgeoisie au lieu de la renforcer, ouvrant un espace politique propre pour le prolétariat. Par exemple en radicalisant les pressions et les mobilisations revendiquant la démocratie sociale pour le prolétariat qui déstabilisent la fiscalité de l'Etat, comme, par exemple, l'universalisation effective d'un accueil digne et gratuit en matière de santé, la restructuration radicale et l'obligation d'un enseignement public de qualité depuis le plus jeune âge, parmi d'autres revendications qui s'inscrivent dans une démocratisation toujours plus vaste de la vie sociale et politique pour obtenir un terrain d'action plus étendu.

Le prolétariat lui, se trouve courtisé par des groupes politiques petits-bourgeois qui voient dans la "pleine" conquête de la démocratie formelle – par exemple, une réforme politique ample et démocratique – et de l'appareil d'Etat pour promouvoir des réformes graduelles, un moyen de libérer le prolétariat. Or, la démocratie est une hypocrisie, car elle postule l'égalité politique des citoyens, alors que la division en classes sociales, l'exploitation du travail par le capital, du prolétariat par la bourgeoisie imposent une irréductible inégalité. Une chose est de défendre la démocratie comme fin en soi, ce qui implique la préservation de la propriété privée ; autre chose est de la pousser résolument et en permanence jusqu'au bout, ce qui implique la négation de la propriété privée. Ainsi le prolétariat *ne doit pas* faire d'alliance formelle avec les groupements qui réclament un "front unique" du prolétariat et des « couches populaires », même avec des habits "radicaux", mais il doit lutter à la fois *aux côtés d'eux* pour les forcer à aller au bout des revendications démocratiques qui préparent le terrain pour des actions plus vastes, et *contre eux*, en dénonçant leurs hésitations, leurs manœuvres de diversions pour étouffer les luttes, et leurs programmes. La politique du prolétariat pour la démocratie est ancrée dans le fait que plus elle est poussée en avant, plus se clarifie le rapport entre le prolétariat et le capital. Rappelons-nous Marx et Engels : la république démocratique est l'ultime terrain de lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Une très petite minorité d'organisations, comme par exemple *l'Intersindical, instrument de lutte et d'organisation de la classe travaillense*,<sup>36</sup> a maintenu, et depuis longtemps, une position contre le PT, contre la CUT et ses alliés, contre le MST, MTST et consorts – en les dénonçant tous comme des serviteurs des intérêts de la

---

<sup>36</sup> [www.intersindical.org.br](http://www.intersindical.org.br)

bourgeoisie -, et contre les alliances opportunistes dans le camp de la gauche, concentrant toutes ses actions sur le lieu de travail, le logement et l'école. Plus récemment ils se sont positionnés contre les défenseurs de la théorie du "coup d'état contre la démocratie" en cours ainsi que contre les organisations qui défendent les fronts déjà cités, y compris ceux qui tiennent un discours apparemment plus radical, mais en montrant, d'un autre côté, leur disposition à agir en commun avec les organisations qui seraient disposées à se concentrer sur les actions à la base avec les travailleurs. Dans leur recherche d'une critique cohérente et approfondie du programme du PT, considéré par eux comme le parti qui représentait la "classe travailleuse" brésilienne avant d'arriver au gouvernement, ces organisations pourraient prendre comme point de départ de cette critique le programme de 1987 (PDP) qui, comme on l'a vu plus haut, a représenté l'expression officielle la plus à gauche du parti et a servi de base pour la campagne présidentielle de Lula en 1989. Dans ce programme on peut voir clairement les limites d'un parti ouvrier bourgeois porteur d'un socialisme petit-bourgeois ou bourgeois (situé, en vérité, à l'aile gauche de la démocratie), et de sa conception de la démocratie qui est très en-deçà de la politique du prolétariat sur ce sujet. En plus de cela, ce programme repose sur une vision strictement nationaliste du parti. Or, la lutte de la classe prolétarienne est internationale. *L'internationalisme* est un trait distinctif qui sépare une expression politique authentique du prolétariat de tous les partis bourgeois et ouvriers bourgeois, ainsi que de tous les chauvinismes qui peuvent influencer les luttes prolétariennes dont le point de départ est le terrain national. Si elle était dirigée par la théorie marxiste authentique, cette trajectoire critique amènerait ces organisations à jouer un rôle crucial dans le développement politique du prolétariat en intervenant radicalement sur le terrain d'action propre aux autres groupes de gauche partisans des divers "fronts", dénonçant les pièges posés et mettant en pratique dans ses propres actions la politique du prolétariat vis-à-vis de la démocratie.

En somme, a fortiori en l'absence de son parti de classe et, par conséquent en absence d'une action révolutionnaire réelle, le prolétariat peut et doit appuyer les revendications démocratiques les plus conséquentes d'un parti petit-bourgeois ou d'un parti ouvrier bourgeois, en les radicalisant et en les forçant à suivre le sens d'un élargissement de la démocratie, et d'une dynamique politique et sociale qui puisse préparer le terrain pour une révolution qui se fera, *l'heure venue, contre* la démocratie. L'essentiel est que le prolétariat doit se préparer de manière patiente et cohérente pour constituer un authentique parti ouvrier<sup>37</sup> à travers ses luttes concrètes. Ce parti et son programme ne sont pas - comme le veut la vision romantique et idéaliste de la "révolution pure" - *un deus ex machina*. Marx et Engels ont défendu tout au long de leur vie les points fondamentaux qui définissent et délimitent le parti ouvrier vis-à-vis de tous les autres partis. Un futur parti ouvrier devra :

- Revendiquer clairement le programme prolétarien, pour lequel le mode de production capitaliste ne peut être ni aménagé ni réformé, mais doit être totalement détruit.
- Annoncer que son existence correspond à la constitution du prolétariat en classe consciente, acteur de son propre devenir historique et qui se mettre à la tête de la révolution sociale.
- Conquérir le pouvoir politique de l'Etat et abolir l'Etat bourgeois en créant un demi-état appelé à s'éteindre, sous la forme de la dictature du prolétariat.
- Affirmer clairement l'objectif communiste, c'est-à-dire l'abolition de la propriété privée, du salariat et de l'économie mercantile, afin d'établir une société sans classes sociales.
- Etre le garant d'un internationalisme intransigeant, aussi bien sur le plan de l'organisation que celui de l'appui à tous les mouvements prolétariens qui se développent dans le monde.

---

<sup>37</sup> Le substantif "ouvrier", maintenu ici par la tradition, ne doit pas être pris ici dans le sens exclusif de la fraction industrielle - au sens classique - du prolétariat ou d'une catégorie socio-professionnelle comme le fait la sociologie bourgeoise, mais comme synonyme de "prolétarien", membre d'une seule classe productive au sein de la production capitaliste, c'est-à-dire la seule qui produise de la plus-value. Un résumé de cette distinction cruciale se trouve dans notre texte déjà cité : "Le marxisme en résumé".